

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

contre yalta
(Pages 6 et 7)

nationalisations :



**il
faut
voir
plus
loin !**

28 JANVIER AU 10 FÉVRIER 1982 - 12ème année - N° 352 - 5 F

M 2242 - 352 - 5 F

quand nos lecteurs prennent la parole...

SUR L'ESPAGNE

Pour la «centrale» dans Royaliste 349, je ne peux qu'apporter mon accord sur l'exposition de la situation et les prises de positions et juste signaler deux ou trois réflexions :

— l'importance des tensions Juan Carlos/Franco (un livre vient de sortir à ce sujet en Espagne) qui ont permis de distinguer nettement la Monarchie et la famille royale du régime franquiste même si Juan Carlos a été éduqué aux côtés de Franco et pouvait apparaître au début tout au moins comme un produit du sérail franquiste.

— un peu de doute sur la «force tranquille du peuple espagnol» à propos des événements du 23 février. Sans leaders politiques, les partis, les syndicats, l'administration et le peuple en général n'ont pas réagi, hébétés, surpris par le pronunciamiento digne d'un pays sud-américain. Il a fallu attendre les ordres du Roi pour que l'administration représente le pouvoir civil et que les leaders politiques une fois libérés, reposés de leur nuit de veille, après avoir été reçus et quelque peu sermonnés par Juan-Carlos, n'organisent la manifestation d'appui à la Constitution et au Roi.

— insister sur les deux facettes du bilan des six premières années de rétablissement de la Monarchie. Une constitution et des institutions qui vont se consolidant, une politique d'autonomie des provinces audacieuse, mais où les secteurs conservateurs tentent de mettre un frein. Mais, par contre un capitalisme sauvage, avec 2 millions de chômeurs, une inflation

de 15%, un double terrorisme qui fait près de 100 morts chaque année et maintenant une crise politique.

Sur tous ces points négatifs du bilan, de toute façon, Juan Carlos ne peut pas intervenir. D'ailleurs, à ma connaissance, celui-ci ne s'est pas expliqué sur sa conception de la société espagnole, il n'a pas abordé le domaine social. Une suggestion, pourquoi Bertrand Renouvin n'envverrait-il pas à Juan Carlos, un exemplaire de «La Révolution tranquille».

A.M.
Asturies (Espagne)

SUR LA POLOGNE

Militant communiste, mais cependant lecteur de «Royaliste», je voudrais vous faire part de mon point de vue sur l'éditorial de M. B. Renouvin daté du 23/12/81 développant votre analyse sur la crise polonaise.

Si la passion est parfois un signe de force et de vitalité, il est aussi des moments où elle égare le raisonnement. Bien sûr, il est facile dans de telles circonstances de hurler avec les loups, mais j'attendais de votre journal une position moins démagogique que les mouvements politiques classiques. Il me semble qu'à plusieurs reprises dans cet article les mots ont dépassé la pensée de M. B. Renouvin, ou du moins la réalité des faits.

S'il est regrettable que la Pologne en soit arrivée à cette extrémité, et que de toute évidence il eût été préférable que le dialogue l'emporte, chercher d'un seul côté toutes les erreurs et tous les extrémismes me paraît relever d'un manichéisme simplificateur. Aussi je voudrais souligner quelques termes qui me paraissent largement excessifs.

Parler de «camps de concentration», de population «terrorisée et martyrisée» me semble pour le moins exagéré et montre une ignorance de ce qu'a pu être la réalité des camps nazis. Plus loin M. B. Renouvin fait le rapprochement entre les régimes militaires d'Amérique latine et la situation polonaise; là encore la différence me paraît fondamentale entre des généraux qui renversent le gouvernement légal de leur pays et le général Jaruzelski qui, président du conseil, met en vigueur l'état de siège. C'est plus qu'une distinction de mots, c'est la différence entre le légal et l'illégal. Enfin il est écrit vers la fin de cet éditorial «le Parti communiste s'est définitivement déshonoré»; je crois que lancer de tel qualificatif à des gens

parce qu'ils ne pensent pas la même chose relève d'une démarche intellectuelle dangereuse.

Par cette lettre je ne voulais ni exposer les thèses du P.C.F., ni débattre du fond de l'affaire polonaise, mais plus simplement rappeler à M. B. Renouvin et à l'ensemble de l'équipe de «Royaliste» qu'il n'est rien de tout noir, de même qu'il n'est rien de tout blanc, et qu'avant de porter un jugement moral il faut, plus encore en politique qu'ailleurs, savoir mettre son raisonnement à l'abri des passions et des pressions idéologiques.

Malgré tout, soyez assurés, Messieurs, de ma sympathie.

Ph.C.
Saint-Raphaël

JE N'AI QUE 17 ANS

J'ai découvert votre organe politique dans le courant du mois de novembre 1981.

Avant d'évoquer mes aspirations et mes conclusions sur votre mouvement, je dois vous signaler que je n'ai que 17 ans, ce qui est important à vous apprendre. Je suis passionné d'histoire et avec le temps je me suis intéressé à la politique. Mes idées sont tournées vers le gauchisme, et se rapprochent sensiblement du socialisme. Mais je suis également fortement attiré par le royalisme, ce qui peut apparaître dans mes opinions comme un programme incohérent et fragmenté.

Le concept royaliste, aujourd'hui, s'est énormément perdu dans la population depuis la fin du siècle dernier. Il m'est heureux de penser que votre mouvement qui présente un programme très intelligent, relance l'action royaliste. A mesure que le temps passe, et que je lis vos articles, mes aspirations monarchistes se consolident. Elles se consolident parce que j'approuve votre politique et que, moi-même, je suis assez satisfait (avec quelques réserves toutefois) de la politique du président et du gouvernement socialiste.

La NAR semble former un parti nouveau et particulièrement adapté aux réalités et aux problèmes de notre temps. La politique royaliste est nouvelle et ouverte et si la majorité des Français n'étaient pas dans l'ignorance de votre parti ils partageraient vos grands principes (...)

(...) Ce que les gens ignorent, c'est que les royalistes de la NAR sont des démocrates.

Avec l'assentiment dévoué et sincère pour votre cause, (...)

D. P.
Naintré (Vienne)



en couverture
Jacques DELORS,
ministre de l'Economie
et des Finances

recherche savoir et

Les journées nationales de la recherche et de la technologie qui sont tenues du 13 au 16 janvier dernier ont été la vitrine de la nouvelle politique de J-P Chevènement en rupture avec la stagnation giscardienne dans le domaine de l'innovation industrielle.

Le président de la République et le premier ministre l'ont rappelé en ouvrant et clôturant ces états généraux de la recherche, l'innovation industrielle devient un objectif prioritaire du gouvernement. Mais derrière les mots, qu'est-ce qui change en profondeur ? L'importance à donner à la recherche et au développement technologique n'est pas une découverte à mettre au compte exclusif de MM. Mauroy et Chevènement. En effet, depuis le premier Plan français, mis au point par Jean Monet, tous les objectifs quantitatifs ou qualitatifs à moyen terme ont affirmé la nécessité d'un effort de développement de la recherche fondamentale et appliquée; c'est même un des seuls objectifs permanents qui soit poursuivi par la planification malgré les bouleversements de conjoncture depuis 1947. Certes, cet objectif s'est traduit de façon différentes selon les politiques et les volontés politiques : ainsi la paternité de la construction de l'ensemble administratif complexe qui impulse depuis 1959 une politique de recherche revient sans conteste à la Vème République : la réorganisation du CNRS qui lui donnait tout son rôle de premier laboratoire de France et premier maître d'œuvre des recherches prévues par le plan, l'organisation du puissant appareil de gestion des fonds de recherche et l'organe de prospection, d'action et d'information des comités interministériels qu'est la DGRST (Direction Générale de la Recherche scientifique et technique), la multiplication au niveau des divers ministères techniques en tutelle d'organismes bénéficiant du statut assez souple d'établissements publics à caractère scientifique et technique

che : faire agir

tel le CNEXO pour la recherche océanographique, le Centre national des études spatiales (CCNES) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

La vocation nettement interministérielle de la Recherche impliquait un appareil très souple, aux entités autonomes qui permettent une véritable concentration afin de définir au niveau du Plan les grandes lignes. Cependant sa complexité pouvait être un frein au développement et à l'efficacité d'une politique scientifique, d'autant plus que celle-ci n'a pas, de façon permanente, tant s'en faut, disposé au niveau gouvernemental d'un organe propre. Si l'habitude est prise après 1959 d'un secrétaire d'Etat ou d'un ministre délégué exerçant, auprès du premier ministre, les attributions relatives à la recherche, ce n'est qu'en 1969 qu'un ministère autonome du Développement industriel et scientifique a vu le jour, d'ailleurs sans beaucoup d'avenir puisque M. Barre, dès le 30 mars 1977, devait revenir au principe d'un secrétariat délégué.

De plus, sur la période 1959-1981, la tutelle du plus puissant instrument de cette politique, le CNRS, n'était pas exercée par le secrétaire d'Etat ou le ministre chargé de la recherche, mais par le ministre de l'Education.

C'est donc d'abord à une clarification structurelle que vise la politique du nouveau gouvernement. M. Chevènement qui est un des quatre ministres d'Etat, a maintenant des moyens de véritable maître d'œuvre d'une politique : il prépare lui-même les objectifs qui figureront dans le Plan, il a sous son autorité directe la DGRST et la tutelle du CNRS. Si nombre d'établissements publics restent sous contrôle des ministères techniques il supervise l'allocation de leurs crédits et peut provoquer leur réorganisation.

Mais la recherche d'une meilleure efficacité au niveau des structures n'aboutiront à rien sans politique de financement et orga-



■ Jean-Pierre Chevènement

nisation de la concertation. Si l'appareil voulu et mis en place par le général de Gaulle, malgré sa complexité, a bien fonctionné jusqu'en 1967, c'est en grande partie grâce à la croissance qui la portait (même si on ne peut nier que l'ac-

tion réciproque soit également vraie). A partir de 1970, la lourdeur du système, et surtout à partir de 1974 l'absence de volonté politique, se traduisent pas la baisse constante de la part des investissements de recherche dans le Produit Intérieur Brut de la nation. En pourcentage, en 1977, la France se trouvait en dessous de l'ensemble des pays européens -excepté l'Italie- avec 1,8% alors que le Japon avec plus de 2% conservait une courbe ascendante. L'objectif de 2,5% à l'horizon 1985 avancé par l'actuel gouvernement pour redresser l'effort de recherche semble être un minimum si on veut vraiment que l'innovation permette le redéploiement industriel ambitieux préconisé par le Président de la République.

Pour ce qui est de la concertation, les états généraux de la recherche semblent montrer que celle-ci peut s'effectuer plus largement qu'au niveau des comités interministériels et de la consultation d'experts. Cette manifestation d'importance et qui semble

avoir débouché sur quelques vérités de bon sens, ne devrait pas être sans lendemain. Si une concertation est nécessaire sous l'égide ministérielle, c'est d'abord une ouverture des structures qui est réclamée par les scientifiques, par les départements ministériels clients et par les entreprises publiques ou privées.

Le rapport de la Commission du bilan sur la recherche, présenté récemment par le professeur Laurent Schwartz est de ce point de vue éloquent : si la recherche fondamentale française est d'un très bon niveau, cela n'a pas de conséquence sur la recherche appliquée qui n'arrive pas à passer de l'université au secteur industriel. Dans ce domaine comme dans d'autres, la faillite du système d'enseignement, la peur frileuse des universités de se compromettre avec le monde de la production, la marginalisation des chercheurs fondamentaux, sont évidents.

Ici aussi, la volonté de réaliser les objectifs quantitatifs de croissance et d'emploi par une meilleure productivité fondée sur l'innovation, devrait l'emporter sur le corporatisme du milieu universitaire. Les groupements préconisés par la DGRST dans le cadre des actions thématiques programmées associant chercheurs universitaires fondamentaux, établissements et entreprises publiques et secteur privé pourraient être une solution à ce « désenclavement » de la recherche.

Enfin la volonté de faire sauter tous les verrous nécessite une réforme des statuts administratifs des chercheurs. Comment ne pas faire le lien entre ce tarissement du recrutement des chercheurs et techniciens publics, visible depuis 1971, et les conditions de carrière que leur propose l'administration. Les monstres administratifs que représentent les statuts des contractuels, mais aussi l'inadéquation entre échelle hiérarchique administrative et carrière des chercheurs, est sans doute un obstacle majeur du système français.

M. Chevènement, qui a maintenant la haute main sur l'organisation du secteur public de la recherche traduira-t-il en clair ce que l'on peut lire entre les lignes du rapport du Colloque de la recherche portant sur ce sujet.

Savoir, faire et agir semblent être les maîtres mots du nouveau ministre, ceux qu'il a voulu faire passer chez les chercheurs en ce mois de janvier. Plus que par la mobilisation par les mots, c'est par le processus de l'innovation, cher à Schumpeter qui traduit en productivité et en emplois la créativité de l'ensemble d'un pays, que nous sortirons de la crise industrielle.

jacobinisme : en passant par la lorraine...

La régionalisation est, paraît-il, à l'ordre du jour. Cependant, on assiste, à l'occasion de la réforme des prud'hommes, à un inquiétant « grignotage » du droit local en Alsace et dans le département lorrain de la Moselle.

L'Alsace et la Lorraine moselane ont connu, depuis 1870, une existence mouvementée : à deux reprises, en 1871 et 1940, une Allemagne conquérante a tenté d'arracher ces provinces à la France. De ces vicissitudes, elles ont néanmoins hérité d'un droit local en matière religieuse, sociale, économique. Il va sans dire que, loin de mettre en cause le caractère français de l'Alsace et de la Moselle, ce droit n'est que la traduction d'un particularisme dont, seuls, quelques jacobins attardés pourraient s'inquiéter.

Or, voilà qu'à partir du projet de loi sur les conseils de prud'hommes (projet adopté par le conseil des ministres), on remet en cause l'échevinage. En vertu du code professionnel qui remonte à 1900, les conseils de prud'hommes des communes de plus de 20.000 habitants sont en effet placés sous la responsabilité d'un magistrat professionnel : l'échevin. La nouvelle loi proposée au Parlement ne reprend pas cette disposition. Pourtant, ce système donnait sa-

tisfaction aux Alsaciens et aux Lorrains, tant du côté patronal que syndical : les échevins étaient généralement choisis parmi les présidents de tribunaux qui faisaient montre d'une expérience précieuse.

La suppression d'une telle institution est d'autant plus regrettable qu'elle n'a fait l'objet d'aucune véritable concertation. La CFTC, la CGC et FO se sont notamment prononcées pour son maintien. De son côté, « Le Nouvel Alsacien » du 8 janvier écrit : « Malgré les récentes assurances données par le président de la République, la brèche est ouverte dans le droit local... Le voilà qui est menacé d'une disparition d'une de ses parties les plus intéressantes. »

On ne peut à la fois prêcher, en théorie, pour la décentralisation, et appliquer, en pratique, une uniformisation jacobine. C'est par des maladroites de cet ordre que l'on vide une réforme de sa substance.

P.C.

Désiré MERLIN

radios-libres: interférences

Décentralisation, liberté locales, autant de terme-clés des discours socialistes contemporains.

Dans le domaine de l'expression et de l'information locales ils portent un nom plus particulier : « radios-libres ».

Une liberté qui, apparemment correspondait à un besoin profond : depuis quelques mois on se bouscule sur la F.M. Les Juifs, l'Archevêché et les intégristes, les Asiatiques, les homosexuels et tout ce que Paris compte de communautés, ou presque, se sont mis à émettre. Avec un but parfois tout autre que celui de la simple expression spontanée ou que l'illustration musicale : pendant que « Radio-Solidarnosc » s'efforçait à ce que nous n'oublions pas l'écrasement de la Pologne, « Radio-Service-Tour-Eiffel » commençait tout doucement à préparer les élections municipales de 1983...

Ces nouvelles voix submergeant les ondes semblait d'ailleurs prolonger la « vague rose » de mai dernier. Mitterrand lui-même n'avait-il pas été, à son corps défendant, partie prenante dans le conflit des radios libres ?

On sait que l'attitude de M. Fillioud a quelque peu refroidi l'enthousiasme des nouveaux « émettants ». Une chose est d'affirmer la liberté d'emploi de l'instrument radio, une autre est d'organiser la distribution équitable des Fréquences.

Un gouvernement, même de gauche, colonisant l'Etat s'aperçoit vite qu'il n'est pas facile

pour cet Etat de se débarrasser de plusieurs décennies de monopole et de contrôle des radios.

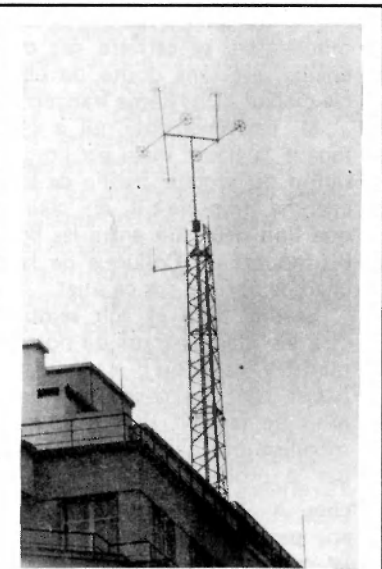
« R.F.M. » l'a appris à ses dépens. On comprend, il est vrai que le pouvoir s'inquiète d'une éventuelle situation « à l'italienne » et que, sans contrôle, des radios de plus en plus commerciales ne deviennent plus que des catalogues de produits illustrés simplement par un fond musical et par des « informations-éclair ». Et les mesures de brouillage prises à l'encontre de « R.F.M. » viennent du fait de l'importance et de la rapidité du succès obtenu par cette station, donc du grand nombre d'offres d'annonceurs qui avaient suivi.

Autre point d'inquiétude : la Commission, qui indiquera au Gouvernement les radios libres « méritant » ou non de recevoir l'autorisation officielle d'émettre, est-elle, de par sa composition, absolument impartiale ? Le fait qu'on y trouve un représentant de T.D.F., des représentants de la presse écrite (dont on connaît les liens qu'elle entretient parfois avec les stations commerciales « périphériques » déjà existantes) et des trusts journalistiques, et une représentante de Radio-France, nous permet d'affirmer que cette commission sera à la fois, dans une grande part, juge et partie...

Le phénomène des radios indépendantes est pourtant irréversible. Et comme l'écrit Denis Clair (directeur de « Radio-Paris »), le fait qu'il serve souvent l'expression de courants politiques ou religieux démontre là encore l'échec de Radio-France. Ayant, en particulier, refusé de s'ouvrir à ceux des courants d'idées qui ne créaient pas le spectacle, il était logique qu'extrême-gauche, extrême-droite et marginaux recherchent pour leur expression une autre structure et un autre accueil que la Radio nationale.

Au risque que, parfois, la propagande politique et les nécessités du combat ne l'emporte sur la qualité des émissions et sur l'indépendance de la station.

R.A.



■ Les radios libres : un phénomène irréversible qui démontre l'échec de Radio-France.

la grèce et les balkans

Décidément, la Pologne sert de révélateur à bien des égards. La prise de position de la Grèce, surprenante à première vue, a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel européen.

Le 4 janvier, M. Papandréou destituait M. Fotilas, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, coupable d'avoir signé la déclaration des Dix sur la Pologne. M. Fotilas est certainement victime de dissensions au sein de l'équipe socialiste, mais le fait majeur est qu'Athènes n'a pas apprécié la déclaration en question, notamment son article 4 qui met directement en cause l'URSS et «... les systèmes totalitaires, tels ceux de l'Europe de l'Est...».

Il faut savoir ne pas s'attarder à l'écume qui bouillonne à la surface des eaux, pour discerner les courants de fond. Or, la Grèce a été constamment déçue, dans ses démêlés avec la Turquie à propos de Chypre ou de la délimitation des eaux territoriales en Mer Egée, par l'OTAN, à laquelle elle appartient, et par les Etats-Unis. La Turquie, détentrice des détroits qui interdisent aux Russes l'accès aux mers chaudes, a toujours, et quoi qu'elle fasse, été soutenue ou, à tout le moins, ménagée. La montée de l'antiaméricanisme en Grèce, qui a de nombreuses autres causes (les colonels grecs, eux aussi, ont bénéficié d'une certaine complaisance...), ne touche pas seulement la gauche socialiste. Dès lors que les Hellènes se sont sentis floués dans leur atlantisme, ils ont décidé d'en revenir à un « jeu » plus équilibré entre les blocs. Il y a, dans cette décision, du défi et de la raison. Et l'affaire, pour difficile et périlleuse qu'elle soit, ne date pas de l'arrivée des socialistes au pouvoir, même si cette accession a constitué un accélérateur.

DES DONNÉES PERMANENTES

Pour la Grèce, isolée des autres pays d'Europe occidentale, la réponse à l'atlantisme, ce n'est pas l'euro-péisme qui est inconsistent, mais le retour à une présence politique dans les Balkans; présence que la guerre civile, puis la guerre froide, avaient éliminée. Cette politique est rendue très difficile par la différence de nature entre les régimes en place et par la persistance d'arrière-pensées dues à des contentieux frontaliers qui n'ont jamais été totalement levés. Mais

le fait que la Macédoine et la Thrace grecques (et notamment le port de Salonique) constituent le débouché naturel des économies yougoslave et bulgare sur l'Egée, pousse précisément à renouer des liens naturels avec ces voisins. Or, il faut savoir que, de tous temps (et cela remonte bien avant la main-mise communiste sur l'un et l'autre pays), les relations entre la Bulgarie et la Russie ont été très étroites. Cela est une constante historique et Sofia est, de fait, une des capitales de l'Est les plus alignées sur Moscou. D'où la réaction de la Grèce. Au demeurant, les dirigeants grecs savent parfaitement ce que vaut la déclaration de matamore des Européens. Ils savent qu'elle est, par avance, vidée de toute substance par le national-neutralisme allemand et que l'incontinence verbale cache une impuissance notoire à mener en commun une action qui en soit une. La Grèce mène donc sa « réal-politique » et se souvient qu'elle est aussi un pays balkanique. Cette réalité compte aujourd'hui autant, sinon davantage, que son appartenance à une « Communauté » qui n'est plus, à supposer qu'elle ait jamais été autre chose, qu'une vague zone de libre-échange.

UNE MALADRESSE

Cependant, le terrain et le moment étaient, mal choisis pour affirmer une telle politique. Cette péripétie est une maladresse insigne et donne de la Grèce une image qui n'est pas la sienne. En outre, les dirigeants hellènes devaient comprendre que la Pologne, comme la Grèce, pâtit du partage du monde contenu en germe dans Yalta.

Il reste qu'il est des époques où, pour mener une grande politique, la patience est une vertu majeure, et où il est urgent d'attendre le moment opportun. Il est vrai que, pour cela, il faut du temps et que les gouvernements appuyés sur les seuls partis, quels qu'ils soient, en disposent rarement, peu assurés qu'ils sont de poursuivre demain l'œuvre entreprise.

Alain SOLARI

espagne :

le retour du rocher ?

Depuis que les Britanniques occupent le Rocher de Gibraltar, dont la souveraineté leur fut reconnue par le traité d'Utrecht (1704), l'Espagne n'a cessé de réclamer le retour d'un territoire qui est de plein droit le sien, mais cela ne va pas sans problème.

En 1954 la visite de la reine Elisabeth et du Prince d'Edimbourg à Gibraltar provoque à Madrid des manifestations étudiantes; 25.000 étudiants, à l'appel des syndicats officiels, réclament la souveraineté espagnole sur Gibraltar. Ces incidents provoquent une restriction des communications à la frontière la Linéa/Gibraltar. Des discussions anglo-espagnoles sont entreprises en 1960, au niveau des ministres des Affaires étrangères entre Castiella et Lloyd. L'ONU invite la Grande-Bretagne et l'Espagne à entamer en 1964 des pourparlers pour une solution négociée (résolution 1514) et réitère son appel à la négociation par la résolution 2070.

En 1966, les négociations Castiella-Stewart sont un échec, et contre l'avis de l'ONU, la Grande-Bretagne organise l'année suivante un référendum à Gibraltar, approuvé à la grande majorité de la population. En 1969, en réponse à la nouvelle constitution octroyée par Londres, l'Espagne ferme la frontière, coupant également les lignes téléphoniques et télégraphiques, le Rocher se trouvant ainsi isolé totalement de la péninsule, 4700 Espagnols travaillant à Gibraltar se trouvent au chômage. Et, alors que l'Espagne espérait voir rapidement tomber le Rocher comme un fruit mûr, suivant les propres paroles de Franco, Gibraltar se tourna vers le Maroc pour assurer son ravitaillement en vivres frais et en main d'œuvre.

A la longue le blocus affectait plus les assiégeants que les assiégés. En 1977, l'Espagne rétablissait les lignes télégraphiques et téléphoniques. Ce n'était pas la fin des incidents diplomatiques : étant donné que le Prince Charles et Lady Diana embarquaient à Gibraltar pour leur voyage de noces sur le navire royal, Juan Carlos et Sophie annulaient leur participation aux cérémonies du mariage à Londres.

Cela n'a pas empêché un certain dégel de la situation : lors de ses visites en Europe, prévues pour redorer son blason, par une poli-

tique entreprenante face aux échecs de la politique intérieure, le Premier ministre Calvo Sotelo, au cours de ses conversations à Londres avec Margaret Thatcher, annonce l'ouverture de la « grille » qui interrompait les communications entre La Linéa et Gibraltar depuis 13 ans. Cette ouverture est prévue pour le 20 avril.

Les deux premiers ministres envisageaient l'application de la déclaration en 6 points de Lisbonne, (avril 80), établie par les ministres des Affaires étrangères de l'époque, Lord Carrington et Marcelino Oreja, ainsi que l'ouverture de pourparlers sur l'avenir de la colonie britannique. Dans cette déclaration, face à la position espagnole revendiquant l'intégrité du territoire espagnol, en assurant la sauvegarde des intérêts des Gibraltariens, les Britanniques s'engageaient à respecter les souhaits librement et démocratiquement exprimés par la population de Gibraltar.

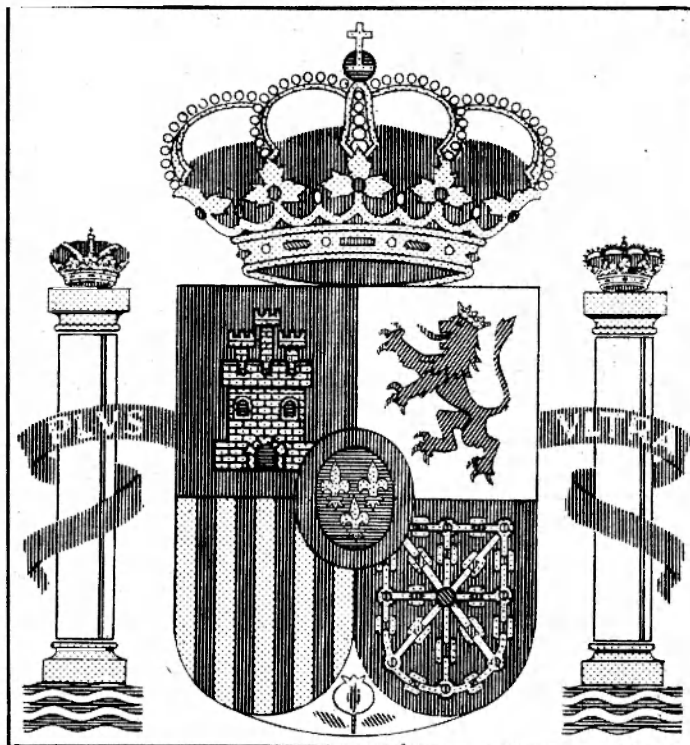
LA CRISE DANS UN MOUCHOIR DE POCHE

La population du Rocher est composée de 30.000 habitants sur moins de 6km² dont 20.000 Gibraltariens qui, depuis octobre dernier peuvent disposer d'un passeport britannique, et 3000 militaires (britanniques) occupant la base aérienne, maritime et sous-marine, et enfin des Marocains, Portugais, Indiens et Pakistanais qui assurent la maintenance sur la base et les chantiers navals où ils avaient remplacé la main d'œuvre espagnole.

L'avenir du territoire est bien sombre quelle que soit la solution politique adoptée.

La base, devant la sophistication des armements, la prochaine entrée de l'Espagne dans l'Alliance atlantique, a perdu peu à peu de son importance stratégique.

Quant aux chantiers navals Londres vient d'annoncer leur fermeture pour la fin 1983 (ce qui provoquera la mise au chômage de 1500 personnes, soit 20% de la population active).



■ Les armes d'Espagne

Seul point positif : l'ouverture de la « grille », favorisera le tourisme, troisième et dernière source de revenus pour le Rocher.

UNE SOLUTION SUR LE DOS DE LA POPULATION

Quel peut être l'avenir de l'une des dernières colonies de l'Empire britannique : Indépendance avec l'aide de la métropole, comme cela a été le cas pour de nombreuses petites colonies britanniques ? Un accord avec l'Espagne démocratique qui doit prochainement adhérer à l'Alliance atlantique et négocier son entrée dans la Communauté économique européenne ? Le retour à la souveraineté espagnole, s'accompagnant d'une autonomie propre ou d'un rattachement à la communauté autonome d'Andalousie qui dans son projet de statut a prévu ce possible retour. Mais ces futurs accords d'Etat à Etat semblent ignorer l'opinion de la population concernée, en effet les 20.000 Gibraltariens qui dis-

posent d'une autonomie interne avec une constitution, un premier ministre qui a pris le pas sur le gouverneur, et un parlement, ne semblent pas souhaiter le retour à la « mère patrie ».

Les Gibraltariens ont durement ressenti le blocus espagnol et ont appris à se passer de la péninsule. Lors d'un magazine télévisé, il y a peu, les Espagnols ont pu voir et entendre des Gibraltariens dire qu'ils ne voyaient pas l'utilité d'une réouverture de la grille, mais surtout exprimer une grande animosité à l'égard de l'Espagne.

Ainsi la solution pour Gibraltar risque de tarder plus que ne le souhaite Calvo Sotelo. L'ouverture des négociations sera-t-elle cependant suffisante pour que l'U.C.D. remonte la pente, non seulement en Andalousie pour les prochaines élections régionales, mais aussi lors des législatives en 1983 ? Les problèmes posés sont, comme on le voit, largement supérieurs à l'étendue du Rocher.

Alain MERCIER

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

entretien avec philippe de saint robert



contre yalta

● **Royaliste** : Pouvez-vous, en quelques mots, nous donner votre opinion sur les conditions historiques qui ont mené à Yalta ?

Philippe de Saint Robert : Je voudrais déjà savoir s'il y a vraiment eu à Yalta les accords que l'on dit. Les accords conclus entre les Soviétiques et les Anglo-saxons ne concernaient officiellement que le règlement de la fin de la guerre. Mais le partage du monde issu de Yalta existait dans les arrières-pensées des uns et des autres. L'Angleterre avait fourni un effort considérable pour tenir la guerre à bout de bras, seule pendant très longtemps, et elle était épuisée au moment de la conférence. Churchill avait conscience que son pays ne faisait plus le poids par rapport à la puissance américaine. Il en avait tellement conscience qu'au dernier moment il tenta d'amener la France à Yalta. Mais, à ce moment là les Américains soutinrent assez peu cette idée. Quant à la Russie soviétique, elle avait, dès ce moment là, décidé de traiter de l'avenir du monde directement avec les Etats-Unis !

A Yalta, les Soviétiques avaient deux idées :

— ils avaient premièrement parfaitement compris que les démocraties occidentales ne faisaient pas le poids devant le totalitarisme. On l'avait bien vu dans les années 30.

— il y avait deuxièmement la vieille hantise russe de l'Allemagne et l'idée qu'il fallait obtenir en Europe ce qu'on appelle un glacis, c'est-à-dire faire de l'Europe centrale un bouclier entre la Russie et l'Allemagne et en même temps établir, ou rétablir, la suprématie russe sur l'Europe centrale, projet

qui remonte bien sûr aux Tsars, pour compenser le recul au lendemain de 1917.

Du côté américain il y avait deux illusions de Roosevelt :

— l'une était qu'on pouvait convertir Staline à la démocratie, — la deuxième était qu'il fallait abattre les impérialismes coloniaux de l'Angleterre et de la France.

Roosevelt voulait rejeter l'Angleterre sur sa métropole et éventuellement prendre les marchés qui dépendaient encore de l'Empire britannique.

Voilà pourquoi un beau matin Roosevelt et Staline ont pris leur petit déjeuner ensemble, sans Churchill, et c'est là que l'on pense qu'ils se sont mis d'accord pour une sorte de partage du monde.

● **Royaliste** : Quels ont été les faits marquant traduisant cet accord, depuis quarante ans ?

P.S.R. : En réalité, il ne s'est pas passé grand chose, si ce n'est précisément que l'Amérique est arrivée à ses fins. Les empires britannique et français se sont effondrés, le plus souvent avec l'aide des Etats-Unis. Les Etats-Unis ont ensuite tenté de prendre la relève de l'Europe dans ces colonies, pour ne pas faire mieux. Les Etats-Unis ont notamment mené une guerre en Indochine qui a été pire que la colonisation.

Il ne s'est pas passé grand chose surtout du côté du bloc de l'Est, parce que l'Union soviétique n'étant pas une démocratie, elle pouvait se permettre de réprimer dans la plus extrême violence tout mouvement de contestation. Nous avons eu la révolte de Budapest, les événements de Pologne, de

Berlin-Est, le Printemps de Prague, et à chaque fois la Russie soviétique a montré qu'elle tenait par dessus tout au maintien de ce bloc qui n'avait en réalité qu'une seule justification à laquelle personne ne pense aujourd'hui : la menace que l'Allemagne pourrait faire peser sur la Russie... cette Allemagne qui ne possède même pas la bombe atomique !

Toujours est-il que les Soviétiques ont réussi à maintenir leur empire, de même que les Américains ont maintenu le leur d'une certaine façon.

Le seul événement important, semble-t-il, s'est produit en Europe au moment du retour au pouvoir du général de Gaulle. De Gaulle a en effet pensé que l'on pourrait occasionner une détente en Europe et donc provoquer une évolution de part et d'autre en amenant les pays d'Europe Occidentale à se constituer eux-mêmes dans une sorte d'Europe qui serait indépendante économiquement, militairement et politiquement. La France a donné l'exemple en quittant l'OTAN, mais la France n'a pas été suivie. Il faut bien dire que si cette politique a été exemplaire, par rapport à son effet extérieur elle a été, relativement, un échec. Il est d'ailleurs intéressant de constater aujourd'hui que les pays qui nous ont le plus reproché de faire le « jeu de Moscou », de rompre avec l'atlantisme, sont ceux qui, aujourd'hui, donnent dans le neutralisme, c'est-à-dire surtout les Pays-Bas et l'Allemagne Fédérale : donc des pays qui, après nous avoir reproché pendant des années d'être les « mauvais élèves » de l'atlantisme,

Le président Franklin D. Roosevelt, pendant la seconde guerre mondiale que la Pologne avait été « l'inspiration » en signant les accords de Yalta, toute cette résistance polonaise en exil à Londres, laissant les nationalistes pour perpétuer jusqu'à l'on sait.

Inversement, en recevant et ses successeurs s'engageaient sur les ingérences de Washington. Dans ce système d'alliance la solidarité avec les crimes contre l'on dénonce ceux commis par

La France du général de Gaulle, système hypocrite, notamment l'ère stérile du giscardisme, et politique étrangère fondée sur la trahison des peuples malgré la question ? La répression en Pologne, les puissants, montre en tout cas la politique. C'est pourquoi nous ne pouvons pas faire un dossier politique étrangère, et d'entretiens avec des personnes qui s'ouvrent pour une rupture

Philippe de Saint Robert ne croit pas que la rupture est impossible sans violence

■ un national-neutralisme allemand en vue

LES ACCORDS DE YALTA

La conférence de Yalta qui réunit, du 4 au 11 février 1945, Roosevelt, Churchill et Staline, afin de poser les bases de la paix, a été longtemps analysée comme un partage systématique du monde entre les grands.

Les accords qui en résultèrent furent cependant de portée beaucoup plus modeste, et traduisaient, par leur silence sur certaines questions, les divergences de vues entre alliés.

Les principaux problèmes évoqués à Yalta, outre l'organisation des Nations-Unies, portèrent sur l'occupation de l'Allemagne, sur la Pologne et les Balkans, sur l'éventualité d'une intervention soviétique contre le Japon.

Sur la question polonaise, le point le plus difficile fut celui des rapports entre le gouvernement polonais exilé à Londres et le gouvernement pro-soviétique installé à Lublin, puis à Varsovie. Roosevelt finit par accepter, malgré l'opposition britannique, le seul élargissement du gouvernement soutenu par l'URSS à quelques personnalités indépendantes en échange de la promesse d'élections libres qui n'eurent jamais lieu.

En ce qui concerne l'Allemagne, on se contenta de réaffirmer le principe de démembrement évoqué à la conférence de Téhéran, sans se mettre d'accord sur l'organisation des

osevelt déclarait à la fin de la guerre : « le martyre et le patriotisme de la France ont fait du monde ». Le 11 février 1945, à Yalta, il n'en sacrifiait pas moins le monde animé par un gouvernement en faveur des libertés à une dictature communiste d'aujourd'hui tous les crimes que

commis en Europe orientale, Staline implicitement à fermer les yeux sur, en particulier en Amérique latine, qui divise le monde en deux camps, mais dans son camp empêche que se crée un autre camp.

Il s'était engagée à contester ce système en sortant de l'OTAN. Après la guerre, il est possible de reprendre cette indépendance et la collaboration avec les empires hégémoniques, à laquelle nous assistons avec l'urgence de définir une nouvelle stratégie ouvrons dans ce numéro un dossier, à travers une série d'articles thématiques, nous explorerons les voies de la politique avec l'esprit de Yalta.

Il expose tout d'abord que cette situation politique et cohérence.



la destruction du mur de Berlin ?

(février 1945)

zones d'influence. Cette absence de résolution concrète devait empoisonner les rapports entre les alliés jusqu'au partage de fait, né de la création de la RDA en 1950.

Ce même flou devait marquer la « déclaration sur l'Europe libérée » qui se substituait au projet britannique d'une Commission européenne chargée d'assurer des élections libres, en particulier en Europe orientale. Ce recul, dont la cause fut la volonté américaine de ménager l'URSS, assurait la suprématie politique de fait de Moscou sur ces pays.

Enfin, si de Gaulle avait été volontairement écarté de la conférence par Staline et Roosevelt, les désaccords entre anglo-saxons et l'attitude hégémonique des Etats-Unis devaient amener Churchill à pousser au rétablissement de la France comme grande puissance qui disposerait d'une zone d'occupation en territoire allemand.

S'il est donc largement abusif de faire remonter « le partage du monde » à Yalta, il est indéniable que les accords manifestaient la volonté hégémonique des deux grands vainqueurs, par leur caractère volontairement très général ils permettaient à chacun de jouer librement son jeu au mépris des promesses négociées et des peuples qui venaient d'être libérés.

sont aujourd'hui les plus mauvais élèves. Ils ne remplacent pas, en effet, leur atlantisme par une volonté de défense autonome, mais simplement par une espèce de neutralisme qui installe au centre de l'Europe un ventre mou qui pourrait être à terme un encouragement pour une agression soviétique.

● **Royaliste : Est-ce que l'échec économique, perçu depuis moins de 10 ans, dans les pays satellites de l'URSS, permet plus facilement une remise en cause du protectorat soviétique ?**

P.S.R. : Je crois que c'est le contraire. Le maintien du protectorat passe par le maintien de ces pays dans le sous-développement où ils se trouvent. Il est beaucoup plus facile de maintenir son hégémonie sur un pays qui n'a pas de biens de consommation alimentaire, et où les gens en sont à faire la queue pour avoir un morceau de pain. Le véritable danger que la Pologne pouvait constituer pour la Russie aurait été celui de la voie où elle s'était engagée. Si l'Ouest l'avait aidée à trouver une forme mitigée de développement économique entre le socialisme telle qu'il est plus ou moins pratiqué en Russie et une espèce de nouvelle économie de marché qu'elle aurait tenté d'établir avec des crédits de l'Ouest, cela était dangereux pour l'Union Soviétique. A partir du moment où vous avez un pays qui est intégré dans un système qui n'est pas le sien, où ce pays produit et consomme en fonction de ce système, il est évident que la révolte est intérieurement d'autant plus forte, mais il est évident également que cette révolte ne peut se réaliser. La plaie du monde moderne, c'est l'intégration et je dis cela aussi bien pour les pays de l'Est que pour les pays de l'Ouest.

● **Royaliste : La Hongrie en 56, la Tchécoslovaquie en 68, ont vu l'intervention directe de l'URSS. Selon vous, pourquoi, cette fois-ci, en Pologne, le scénario a-t-il été modifié ?**

P.S.R. : C'est qu'en Pologne, les Soviétiques s'y trouvent déjà. Donc il suffirait de faire sortir les soldats des casernes où ils se trouvent. Et puis, par ailleurs, il s'est produit en Pologne un phénomène que ne s'est produit nulle part ailleurs : le parti communiste s'est effondré de l'intérieur. On n'avait jamais vu cela. Même en Hongrie en 56, même en Tchécoslovaquie en 68, les Soviétiques ont trouvé à l'intérieur des partis communistes des gens qui étaient suffisamment fidèles à leur idéologie pour les mettre à la place de ceux qui, selon eux, avaient trahi. Mais en Pologne, il n'y avait plus rien. C'est pour cela qu'ils ont été chercher

ce général, dont il faut tout de même noter qu'il est membre du P.C.

● **Royaliste : La réunification des deux Allemagnes est-elle possible à moyen terme ? Et peut-elle être envisagée par l'URSS ?**

P.S.R. : Il est certain que la réunification allemande, si tant est qu'elle pourrait être envisageable, ne le serait que dans le cas d'une Allemagne complètement neutralisée. C'était une des grandes craintes de Georges Pompidou qui m'en avait parlé à plusieurs reprises. Je croyais à l'époque, qu'il phantasmait un peu, parce que c'était le moment où l'Allemagne était le meilleur élève de la classe atlantiste. Compte tenu de la situation actuelle, il n'avait pas si mal vu les choses en pensant que l'Allemagne pouvait être tentée par le neutralisme, en fonction, précisément, de son ambition de réunification. L'attitude que l'Allemagne Fédérale a prise récemment dans l'affaire polonaise a une explication dans l'arrière-pensée permanente des Allemands d'être réunifiés. Quant à savoir si les Soviétiques en fin de compte accepteraient un jour ou l'autre cette réunification je suis plutôt porté à penser qu'il s'agit d'une carotte, parce que même si dans un premier temps l'Allemagne réunifiée choisissait le neutralisme, il se poserait le problème de son régime politique et économique. Il faudrait bien faire un choix entre les deux systèmes faute qu'il soit possible de trouver un moyen terme entre eux.

De plus, qui garantirait à l'Union soviétique que cette Allemagne réunifiée, et dans un premier temps neutre, ne chercherait pas à rétablir son hégémonie sur l'Europe centrale, son ère de domination naturelle ? Rappelons à cet égard que si l'Allemagne Fédérale est aujourd'hui si embarrasée, c'est parce qu'elle a réussi à rétablir d'une certaine manière sa zone d'influence en étant le pays de l'Ouest qui a le plus de rapports commerciaux et économiques avec l'Europe centrale. Je crois, entre nous, que les Allemands sont extrêmement satisfaits, au fond, d'être divisés. L'Allemagne n'est-elle pas la seule nation au monde à avoir trouvé un intérêt à se diviser, de sorte qu'il y ait une Allemagne dans chaque camp ?

● **Royaliste : Le président de la République, dans son discours de vœux aux Français, a souligné qu'il ferait tout pour sortir de la division née de Yalta. La France se donne-t-elle actuellement les moyens de cette politique ?**

P.S.R. : Le président de la République aurait pu s'apercevoir qu'il avait un prédécesseur qui

avait beaucoup fait pour sortir la France et l'Europe de l'esprit de Yalta : le général de Gaulle. Il a également évoqué les lenteurs de l'Histoire, mais à trop se complaire dans ces lenteurs on finit par marcher à reculons. Voilà le danger qui nous gette. Et puis, il y a, c'est certain, dans le pouvoir qui s'exerce aujourd'hui, des contradictions profondes. Dans ces conditions les souhaits sont une chose et les réalités risquent d'en être une autre. La France pourrait cependant jouer un rôle. Elle pourrait en particulier contribuer à désamorcer les menaces de guerre qui existent au Proche Orient. Malheureusement, là encore, le pouvoir actuel ayant pris, alors qu'il était dans l'opposition, des attitudes tellement hostiles à tout ce qui avait été fait par la France depuis la guerre des six jours, il lui faudra un certain temps pour en revenir, comme vous avez pu le constater.

Nous sommes partis pour l'instant de l'illusion que nous pouvions avoir une influence sur la politique d'Israël. Je crois que Mitterrand, depuis qu'il est au pouvoir, n'a reçu en fait que des gifles de la part de Begin : le bombardement de Tamouz, l'annexion du Golan, etc.

Or, il faudrait aller au-delà de ce qui avait été fait précédemment pour essayer d'éviter que la confrontation entre l'URSS et les Etats-Unis ne s'étendent au Proche-Orient et à toute l'Afrique.

Pour l'Afrique, nous avons de bonnes chances d'y jouer un rôle utile, mais en ce qui concerne le Proche-Orient, nous n'en prenons pas le chemin. Les socialistes en sont restés en effet à leurs illusions de l'époque où ils avaient monté avec M. Ben Gourion, la célèbre affaire de Suez, et ces illusions ne les prédisposent pas du tout à voir les choses avec le réalisme qui s'impose, alors qu'il serait tout-à-fait facile d'amener Israël à faire la paix. Mais il faudrait pour cela prendre les sanctions adéquates : c'est-à-dire obliger cet Etat, qui ne vit que de l'extérieur, financièrement et militairement, à céder sur un grand nombre de points.

● **Royaliste : La méfiance des régimes du Tiers Monde, vis-à-vis de la politique néo-colonialiste des grands, peut-elle déboucher sur une mise en cause du partage du monde issu de l'esprit de Yalta ?**

P.S.R. : Pas tellement. Ça n'a pas du tout aidé à cette remise en cause de l'esprit de Yalta, parce que, en réalité, les pays du Tiers Monde avaient eu à se séparer des empires dont ils avaient dépendus.

(Suite page 8)

(suite de la page 7)

Ils étaient beaucoup plus sensibles à ce que pouvait être un colonialisme des anciennes métropoles qu'à ce que pouvait être un néo-colonialisme américain ou soviétique. Deuxièmement ces pays ont compris qu'ils pouvaient exercer une sorte de chantage entre les deux grands, qui leur permettait de résoudre leurs problèmes les plus criants, c'est-à-dire ceux liés à la survie de leur population, déficit alimentaire, sécheresse, trésorerie.

Par conséquent, si les pays du Tiers Monde sont conscients d'être l'objet de cet esprit d'esprit de Yalta, ils abordent la question d'une manière très différente de nous. Nous, nous avons été victime de cet esprit au lendemain de la dernière guerre. Eux, ne l'ont pas été à ce moment là. Leur problème était d'accéder à l'indépendance. Ensuite, ils ont compris qu'ils pouvaient faire ce jeu de chantage et de bascule entre les deux grands. C'est cette voie qu'ils ont choisie, en retirant quelques bénéfices, mêmes s'ils en ont parfois été victimes.

Si ces pays avaient pensé que l'Europe pouvait rejoindre le Tiers Monde, s'ils avaient pris conscience qu'une grande politique de coopération était possible, cela aurait pu permettre à l'Europe occidentale et au Tiers Monde d'échapper à l'esprit de Yalta. Mais ces pays n'ont pas joué ce jeu, parce qu'ils ne sont pas d'accord entre eux, et que même à l'intérieur du monde arabe, il y a des rivalités qui, en fait, rejettent les uns, pour un moment, dans les bras des Soviétiques, d'autres dans les bras des Américains, et puis il y a des chassés-croisés. On a vu l'Egypte qui était sous influence soviétique passer radicalement sous influence américaine. Ce sont des pays où les main-mises extérieures ne sont pas apparues, jusqu'à présent, comme définitives, par conséquent tout le monde joue sa carte dans le désordre et puis chacun essaie de tirer ses billes, et rien d'autre !

● **Royaliste : Qu'est-ce qui empêche la France et certains pays du Tiers Monde de mener ensemble un jeu indépendant des manœuvres des grands ?**

P.S.R. : La France est prise dans le jeu européen, lui-même victime de la politique américaine. Regardez l'affaire de l'augmentation du prix du pétrole, dont on nous a rebattu les oreilles pendant deux ans. Tout le monde a refusé de voir cette réalité qui est que l'augmentation du prix du pétrole est une carte qui a été jouée par les Etats-Unis contre l'Europe pour un grand nombre de raisons que j'ai expliquées dans un de mes

livres. (1) C'est d'abord parce que les Américains avaient intérêt à revaloriser leurs propres ressources pétrolières, et puis cela mettait l'Europe dans une dépendance accrue vis-à-vis d'eux. Par conséquent, ils ont joué une carte antieuropéenne, mais cette carte a parue bénéfique aux pays du Tiers Monde. Les pays arabes notamment ont cru qu'ils avaient intérêt à augmenter les prix, mais en réalité ils se sont fait rouler parce que les pétro-dollars recyclés aux Etats-Unis ne profitent pas du tout aux pays du Tiers Monde. Mais comment ces cliques de dirigeants auraient-ils pu résister à l'illusion que leur donnait le fait de voir le pétrole passer de 2 dollars le baril à 38 dollars ? Ce fut irrésistible ! Par conséquent, nous avons là un cas type d'intérêt commun de l'Europe et de certains pays du Tiers Monde et cet intérêt n'est pas du tout défendu, au contraire le Tiers Monde joue contre l'Europe. Il y a donc tout lieu d'être pessimiste

● **Royaliste : Alors, vous êtes pessimiste ?**

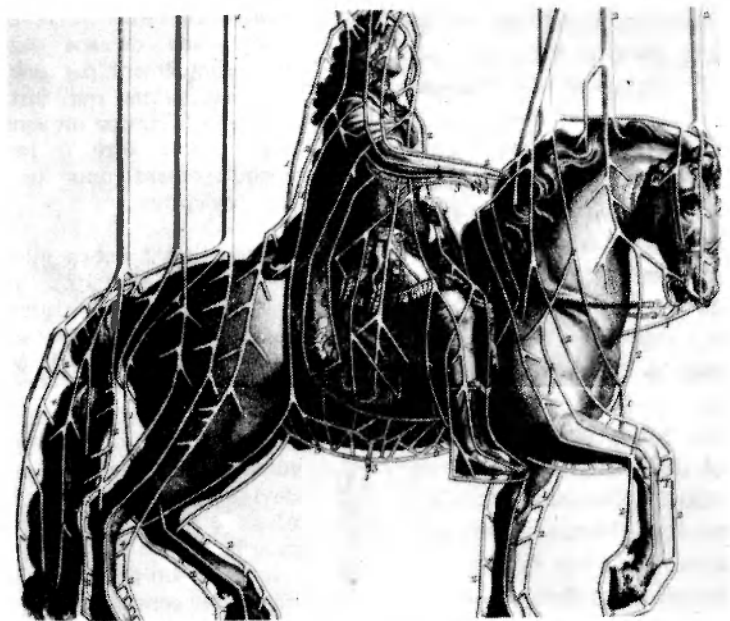
P.S.R. : Il n'y a de fatalité que dans le manque de volonté des gens que nous sommes, des démocrates qui n'ont pas un sens historique très exigeant et, en fait, se laissent aller au jour le jour. C'est ce que nous avons fait depuis la dernière guerre et c'est d'ailleurs ce que nous avons déjà fait avant et qui avait amené la guerre. Il n'y a finalement pas de grande différence entre le comportement des démocraties aujourd'hui et leur comportement avant 1939. Nous vivons au jour le jour dans un confort que tout le monde nous envie en attendant peut-être que nous le perdions. Par conséquent nous n'avons pas de volonté politique pour imposer à qui que ce soit les changements qui pourtant nous apparaissent évidemment nécessaires.

V.G.E. faisait la politique de ce qu'il croyait être celle de ses intérêts électoraux, les socialistes vont faire de même aujourd'hui. Tout cela est assez court.

Mais pendant ce temps l'histoire continue de se faire tout de même, sans nous, et comme elle se fait sans nous, elle se fait contre nous. V.G.E. disait que la France n'aurait plus d'histoire, et bien je pense qu'elle peut encore en avoir une. Mais si la France ne fait pas son histoire, personne ne la fera pour elle, et d'autres la feront à ses dépens, et contre elle.

propos recueillis par
Olivier Moulin
et Franck
Widroiajegodomitcher

(1) Philippe de Saint Robert - *Dieu que la crise est jolie !* - Ed. Ramsay 1979, prix franco : 40 F.



du roi-machiniste au roi-machine?

Les juristes d'Ancien Régime ont toujours, s'agissant du roi, établi une distinction entre le monarque comme corps privé et le monarque comme corps d'Etat. C'est la théorie du double corps du roi. J-M Apostolidès démonte, dans un remarquable essai, le mécanisme qui fit disparaître le premier au profit d'un corps d'Etat hypertrophié et qui transforma Louis XIV en un Roi-Machine.

La noblesse a toujours constitué le principal danger pour la monarchie. Domptée sous Louis XIII elle sera définitivement domestiquée sous Louis XIV. Apostolidès met en lumière le jeu du Roi qui consista de manière habile à utiliser les nobles pour magnifier la puissance de l'Etat royal comme lors de ce fameux carrousel de 1662 qui les vit graviter autour d'un Louis XIV en costume d'empereur dont le bouclier arborait la devise : « aussitôt que j'ai vu, j'ai vaincu ». Comme l'astre solaire, le roi met en lumière et ordonne. Et les nobles devenus les éléments d'une immense machine serviront sans le vouloir la monarchie. Par quel moyen ? Par les fêtes. Car le faste royal et les fêtes que l'on reprochera tant à Louis XIV plus tard, ne furent pas une occasion de débauche et de défoulement. Au contraire, elles seront un moyen pour asseoir le pouvoir royal. Enfermés dans le cercle brillant de la cour, les nobles deviennent par le biais des fêtes et des ballets autant de « pièces détachables du roi ». Apostolidès en démonte le génial mécanisme lors des festins pantagruéliques qui furent offerts à Versailles par Louis XIV le 7 mai 1664 à l'occasion des fêtes de l'île enchantée. On y assiste alors à une mutation des

objets en signes. Chaque objet, des instruments de cuisine aux poignées de portes, est porteur de signification, concrétise la « mystique royale ». Les mets n'ont plus pour but de combler un besoin alimentaire. Ils deviennent signes du pouvoir royal et transforment les nobles qui les consomment en autant de signes de la puissance royale. La fête devient ainsi un rituel, et fonctionne comme une machine dont le roi réglerait l'ensemble.

Mais ce système bien huilé va dérapier, se pétrifier. De roi-machiniste, Louis XIV va, par un processus de déification, de momification, affirme Apostolidès, devenir un Roi-machine. Le corps privé disparaît pour ne laisser place qu'à un roi déifié, momifié comme l'étaient les empereurs romains à la fin de l'empire. La place du roi devient alors une « case vide », abstraite, étatique, donc soumise à la contestation et à la compétition. Il n'est plus loin le temps où des nobles transformés en bourgeois par les soins de Louis XIV, prendront cette place devenue vacante.

Hubert BOCQUILLON

Jean-Marie Apostolidès - *Le Roi machine* - (Les Ed. de Minuit).

La personne de Martin Heidegger nous est aussi énigmatique que sa pensée. Le philosophe sans doute le plus influent de ce siècle a vécu la plus grande partie de son existence loin des bruits de la vie publique. Son œuvre nous restera largement inconnue jusqu'à ce que les inédits soient publiés (soit environ les deux tiers de l'ensemble). Qu'il ait pu marquer aussi bien les théologiens (Rahner, Bulhmann) que des penseurs athées, des poètes, qu'un homme comme Jacques Lacan donne à la fois une idée de son influence mais aussi de son caractère tout à fait particulier. Hannah Arendt, au moment de sa mort a pu dire qu'il avait été «le roi secret de la pensée». Plus inspirateur que maître en dialectique, plus dyonisiaque qu'apollinien, plus orphique que socratique. Cela explique aussi que du côté positiviste et néo-positiviste il puisse être tenu pour quantité négligeable et qu'un Bertrand Russell ait écrit une histoire de la philosophie occidentale sans même mentionner son nom.

Son prestige et sa manière sont entièrement contenus dans une langue, siennese absolument, sujet de controverses infinies. Les uns y voient un galimatias abominable; d'autres sont comme «hypnotisés», envoûtés. Toute sa démarche consiste en l'interrogation incessante du pouvoir et presque de la magie de la parole. Rendre aux mots leur aube première, faire résonner leur pouvoir ontologique (comme seuls les poètes le font qui sont probablement les seuls vrais bergers de l'Etre). Sur une telle pensée, le point de vue d'un homme qui a voué son temps au langage, à l'étude comparée des langues peut être singulièrement précieux. Georges Steiner, l'auteur d'*Après Babel* (1) référence indispensable pour qui veut connaître un guide sur ce problème capital du verbe et de la diversité des idiomes, a justement publié un livre sur Heidegger dont la traduction française nous est désormais accessible. (2) Outre sa «compétence», il présente un avantage plutôt rare. Ni admirateur fanatique, ni détracteur systématique, il consent à l'expérience que lui propose son interlocuteur; expérience qui d'ailleurs ressemble à une sorte d'initiation à un univers ésotérique. Steiner est assez prévenu pour se laisser prendre au charme sans se laisser envoûter, franchir le cercle magique sans être dupe des pièges d'une langue allemande trop habile à ensorceler. Il saura être juste et sévère quand il le faudra, ne craignant pas d'aborder de front ce qu'en général de pieux disciples laissent dans un flou protecteur.

Le livre de Steiner est d'abord une lecture du philosophe de la forêt noire; une lecture docile, dont le seul souci est de communier à l'authenticité d'une démarche et d'une expérience. Aussi sa première partie ne comporte-elle pour ainsi dire pas de critiques. Elle provoquerait même une sympathie spontanée pour une œuvre dont tout le sens consiste à surmonter le nihilisme contemporain. On acquiescerait volontiers à cette analyse de l'Occident dont Nietzsche constitue le chapitre ultime : «*Les vieilles valeurs platoniciennes et théologiques sont mortes, comme le sont l'absolu de l'éthique kantienne et la confiance autistique de l'historicisme hegelien. Mais quel que soit son magnétisme lyrique, la «Volonté de Puissance» nitzschéenne n'est elle-même qu'une subjecti-*

martin heidegger

vité sauvagement exaltée. D'elle jaillit cette impulsion, qui définit la situation moderne, à dominer la terre par la classification scientifique et l'utilisation technologique. Si l'homme n'apprend pas à surmonter cette subjectivité impérialiste, il est perdu. Mais un tel apprentissage signifie qu'il doit retourner aux sources de son humanité, et qu'il doit commencer à repenser «le sens de l'être»...

Voici magistralement résumé le sens de la tentative heideggerienne. On comprend qu'un Emmanuel Lévinas puisse s'y retrouver, même si fondamentalement le lieu de sa pensée se distingue du sacré pour se vouer à la sainteté biblique. Lorsque dans sa fameuse lettre à Beaufret, Heidegger dit de l'humanisme que son problème est de savoir jusqu'où il exhausse l'homme, il trace la voie de ce que Lévinas recherche comme «Humanisme de l'Autre Homme». (3) La destruction de la subjectivité moderne raccrochée à l'Ego infernal à la fois flatté et mis à mal par les sciences humaines est une étape nécessaire et bienfaisante. Elle est le prélude aux retrouvailles avec l'Etre qui est «éclosion d'un certain sens, d'une certaine paix qui n'empruntent rien au sujet, n'expriment rien qui soit intérieur à une âme. Le processus de l'être -ou essence de l'être- est, d'emblée, manifestation, c'est à dire épanouissement en site, en monde, en hospitalité, mais, ainsi la manifestation requiert l'homme, car elle se confie à l'homme comme secret et comme tâche. Confident, mais aussi diseur, héraut, messenger de l'être...»

Cette démarche si naturelle au poète et accueillie comme une libération par tant de philosophes, notre cher Clavel la contestait par principe. Il ne voyait rien de plus dangereux que cette épiphanie du divin et cette demeure de l'être en l'homme. C'était pour lui le retour à une sacralité païenne et à un divin idolatrique. Sans vouloir trancher une querelle qui divise les plus doctes, il me semble tout de même que l'objection est forte et sérieuse. Jean-Luc Marion y acquiesce pour une grande part si j'ai gardé bonne mémoire de sa contribution au collectif sur *Heidegger et la question de Dieu*. (4)

Pareille objection nous rapproche des raisons profondes du dérapage de l'auteur de *Sein und Zeit* sous le nazisme. Là dessus Georges Steiner est tout à fait clair et sans complaisance. Il paraîtra même dur à beaucoup. Mais on ne saurait esquiver une question aussi décisive. Force nous est, dit Steiner, d'étudier les rapports entre le langage de *Sein und Zeit* et le jargon national-socialiste : «*Tous deux exploitent, à des*

niveaux, il est vrai, manifestement différents, le génie de l'allemand pour l'obscurité suggestive, sa capacité de donner aux abstractions (souvent vides ou à moitié incohérentes) une intensité et une présence physiques. Et l'hypothèse de Heidegger à la fois métaphorique et hypnotique, comprend cette notion que ce n'est pas l'homme qui parle lorsque le langage est pleinement efficace, mais bien «le langage lui-même, à travers l'homme» allusion inquiétante à l'inspiration enflammée d'Hitler, à l'utilisation de la voix humaine comme une trompette, dont jouent les puissances immenses et surnaturelles, bien au-delà de la vaine volonté ou du faible jugement de l'homme rationnel.»

Injustice outrageuse ? Comment expliquer alors les discours impardonnables du rectorat nazi ? Plus encore, le silence obstiné plus tard sur cette période et l'absence de tout jugement sur l'holocauste ? Comment expliquer qu'il ait maintenu son appréciation qui reconnaissait de la grandeur à la philosophie interne du national-socialisme ? Il faut bien mettre en cause les arêtes vives d'une pensée, le fait qu'une ontologie de la personne manque ainsi cruellement au centre de la question de l'Etre, que la transcendance du divin soit absente au cœur de la demeure de l'Etre, et que le sacré heideggerien n'échappe pas au danger du sacré fusionnel.

Le soupçon de nationalisme idolatrique ne peut pas non plus être écarté.

«*L'engagement de Heidegger avec l'Allemagne et la langue allemande, dans ce qu'il considère comme leur affinité unique avec l'aube de l'être et de la parole de l'homme dans la Grèce archaïque, détermine tout. La prééminence de l'Allemagne dans ces activités réputées les plus nobles de l'homme, à savoir la philosophie et la musique constitue un thème permanent de la pensée et de la conscience de soi allemandes.*» Si l'on y ajoute le goût et le sens du crépuscule des dieux, avec la conscience que le don d'accéder au sommet rend plus grand le risque de la catastrophe, nous ouvrons des perspectives sur le silence obstiné de Heidegger qui sont rien moins que peu rassurantes.

Le philosophe a pu nous faire accomplir l'expérience d'une perte de l'être, il peut nous faire participer à l'angoisse d'un monde qui fuit ou se défait. Mais on peut douter qu'il nous ait vraiment rapproché de ce qui sauve, pour parodier la parole de Holderlin si souvent citée et commentée par lui.

Le destin de Heidegger pourrait étrangement ressembler à celui de Nietzsche quelle que soit la volonté du commentateur de dépasser son immense prédécesseur. Je sais que d'autres affirment détenir la certitude d'une lumière qui aurait éclairé les dernières années du philosophe. Faute de pouvoir en juger et sans vouloir l'écarter par principe, force nous est de demeurer face à cette œuvre dans une attente soutenue et inquiète.

Gérard LECLERC

(1) *Après Babel* (Albin Michel). Prix franco : 95 F.

(2) Georges Steiner -*Martin Heidegger*- (Albin Michel). Prix franco : 70 F.

(3) Lévinas -*Humanisme de l'Autre Homme*- Fata Morgana.

(4) Grasset. Franco : 96 F.

paris allemand

Ce titre peut surprendre et pourtant oui, Paris fût allemand pendant près de 4 ans, du 14 juin 1940 au 25 août 1944.

Il fût, pendant ces quatre années, occupé par les nazis et les autorités française étroitement contrôlées étaient soumises aux «autorités d'occupation», pourchassant et arrêtant pour leur compte juifs et résistants.

Paris fût allemand comme il avait été anglais pendant la guerre de cent ans, lorsque les autorités françaises de l'époque, Sorbonne et Parlement en tête, reconnaissaient le petit roi anglais - au mépris des lois fondamentales du Royaume - et tournaient en dérision Charles VII alors appelé le «Roi de Bourges».

Paris fût allemand comme il avait failli être espagnol, à l'époque de la Ligue, lorsque contre le roi légitime, Henri IV, les Ligueurs accueillirent une garnison espagnole et voulaient introniser une infante.

Ces souvenirs nous revenaient en mémoire en lisant le nouvel ouvrage d'Henri Michel, président du Comité International d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale.

Premier tome d'une Histoire de Paris sous l'occupation, «Paris allemand» nous fait d'abord assister à la chute de la capitale «comme un fruit mûr», le 14 juin 1940. Les chapitres suivants relatent successivement l'action et les rivalités des services de l'occupant; celles des collaborateurs; la mainmise sur les administrations françaises et sur l'économie; la «grande misère» des parisiens (la faim, le froid, les problèmes de santé); les crimes et délits et le marché noir; enfin, l'emprise nazie sur la presse, le cinéma et les activités culturelles en général.

Etant donné ce que représente Paris pour chaque Français, la lecture de ce livre intéressera tous ceux qui n'oublient pas ces années noires. Un second volume, «Paris résistant» montrera, nous dit l'auteur dans sa conclusion, comment va germer à Paris «la graine semée outre-Manche par le général de Gaulle». Le Paris redeviendra alors français, comme sous Charles VII ou sous Henri IV.

R.L. LA TOUR

Henri Michel «Paris allemand» (Albin Michel).



■ «Les autorités françaises soumises aux autorités d'occupation.»

IMAGE

une étrange affaire

C'est un bien étrange film que cette «Etrange affaire» signée de Pierre Granier-Deferre. Bien étrange; et bien fascinante, telle est en effet cette adaptation subtile du roman de Marc Roberts «Affaires étrangères».

Louis Coline, interprété par Gérard Lanvin, travaille au service publicité des «Magasins». Cette vieille maison peu dynamique et somnolente lui laisse des loisirs. Coline les occupe en passant son temps au bistrot, de tiercé en lotos. Il mène une vie régulière : une soirée consacrée aux cartes, avec les copains; une autre à sa mère et à sa grand-mère. Avec sa femme (Nathalie Baye), discrète, sensible et artiste, la vie de couple se déroule sans problème.

Puis survient le coup de tonnerre avec le changement du patron. Bertrand Malair «débarque», flanqué de deux acolytes. C'est un homme singulier, diaboliquement habile. Michel Piccoli, par petites touches qui sonnent juste, excelle dans le rôle du grand gestionnaire. Avec un art consommé il fait preuve, tantôt d'attentions touchantes, tantôt d'actes impitoyables. Tour à tour, il flatte, laisse échapper des sous-entendus menaçants. Il bouscule la hiérarchie, mais c'est pour appliquer la vieille méthode qui consiste à diviser pour régner.

Dès lors, le spectateur assiste à la métamorphose complète d'un

individu : le jeune homme insouciant et paresseux va se muter en «jeune cadre dynamique» qui délaisse son foyer et consacre tout son temps au travail. Il suffit d'avoir «appartenu» à une grande entreprise pour reconnaître cette espèce sonnage aux dents longues. G. Lanvin campe remarquablement ce personnage, efficace dans son métier, mais d'autant plus soumis et vulnérable qu'il est dépourvu de personnalité et de réels centres d'intérêts (hormis le tiercé et le «foot», ces deux opiums du peuple). Cette dépersonnalisation totale pousse sa femme à partir : «je ne te quitte par pour quelqu'un, mais parce que tu n'es plus personne.»

Incontestablement ce film est dans l'air du temps : il répond à la sensibilité du jour. Il sera sans doute bien perçu au moment où les cadres se sentent «mal aimés», mal dans leur peau; où la «qualité de la vie» semble peut-être, à cause des difficultés économiques, prendre le pas sur une réussite sociale, certes brillante, mais qui dévore les individus.

Pierre CARINI

FEUILLETS D'EN MARGE

Les auteurs de science politique, fort savants par ailleurs, ne sont pas épargnés : ils passent à côté de la politique (sans doute) et de la France (sûrement) comme les philosophes passent à côté de la vie, les théologiens à côté de la sainteté et, si j'en crois Péguy, les historiens à côté de l'histoire. Ils saisissent fort bien (parfois) le corps des choses, mais ce qu'ils anatomisent, c'est un cadavre; la vie est absente. Les plus logiques en tirent la conclusion que l'âme n'existe pas et en effet, pour eux, elle n'existe pas : pas plus que la poésie pour un linguiste ou un coucher de soleil pour un météorologiste. Pour eux, l'âme Française n'existe pas, elle est ailleurs et de toute façon nullement quantifiable. Mais ils ne le savent pas toujours ou ne veulent pas le savoir. L'âme se dérobe à leur raison savante (1). Or rien n'est possible, faute d'une quête de l'âme. Il faut être Poète, résolument. Fontanes administre l'Université de Napoléon, mais face à Napoléon, c'est Chateaubriand qui tient le coup.

Tandis que Fontanes ne sera jamais que l'ami bienveillant du Poète, c'est François-René qui soulève les songes et, ensemble, Napoléon. Michelet qui fut le poète de l'histoire de France dialogue d'égalité avec Charles de Gaulle qui fut le poète de l'action française (sans majuscules ! sans majuscules !). A coup de thèses, lentement, l'Université tisse le cordon qui coupe le souffle à la jeunesse. Il faut choisir : le songe et l'action ou la thèse et l'inaction; la vocation ou la carrière. Le 18 juin est exemplaire : comme il fallut que le Général songeât la France ! quelle vocation contre toute carrière ! «L'Appel» est exemplaire du choix, qui n'était pas entre la vérité et l'erreur : mais entre les avant-postes spirituels et l'arrière. Mon angoisse : quel jeune homme peut encore choisir librement après douze ans d'abrutissement scolaire : douze ans d'entreprise de démolition à peu près systématique de l'âme ! L'envahissement, à quelque chose près complet, de tout par l'esprit néo-positiviste des années 60-70, quelle révolution authentique nous en libérera ? Ma tristesse : que ce nouveau gouvernement, -ce nouveau régime, dit-on- parle le langage de l'ancien. Les moyens divergent, mais le but est le même : gérer l'abondance; le discours tiers-mondiste, où le Président joue sa carte personnelle, n'y change rien. Les auteurs de science politique socialistes ont pris le pas sur leurs collègues de science politique libéraux. Mais on reste entre collègues savants. L'esprit insurrectionnel de la France court ailleurs, sous les pavés d'un nouveau mai, - ô Clavel !

Gilles HAUBERVILLE

(1) C'est bien la sale histoire qui est arrivée à Maurras : mais Barrès l'avait prévu.

pourquoi ne pas gagner ?

Dans le numéro 350 de «Royaliste» un de nos correspondant expliquait qu'il avait eu bien du mal à découvrir notre journal il avait fallu qu'il soit «curieux, audacieux, presque courageux» pour devenir un de nos lecteurs. Et c'est vrai ! Insuffisamment présent dans les kiosques, bien rarement affiché d'une manière visible, «Royaliste» a du mal à se faire connaître et à percer auprès d'une clientèle potentielle qui cependant existe. La qualité de notre journal n'est pas en cause, puisque, une fois le premier pas franchi, un nouveau lecteur devient presque toujours un lecteur régulier et bien souvent un abonné. Reste le problème de la première prise de contact, de la découverte de notre titre. Si nous éliminons les grandes campagnes publicitaires qui nous sont interdites pour des raisons financières, il ne nous reste que l'action de propagande que peuvent faire nos militants et nos amis.

Cette participation des lecteurs à notre développement est donc indispensable. Elle peut prendre des formes multiples, mais aujourd'hui, nous voulons lancer une opération importante d'abonnements d'essai avec votre collaboration. Vous trouverez dans cette page les modalités pratiques de cette opération et, pour vous remercier de votre participation, nous avons prévu pour vous la possibilité d'y gagner des cadeaux.

Yvan AUMONT

Chacun de nos lecteurs est invité à participer à notre grande opération d'abonnements d'essai :

En quoi consiste cette opération ?

Essentiellement à sélectionner cinq personnes de vos relations ou amis, auxquelles vous allez offrir un abonnement d'essai à «Royaliste» de trois mois. Le prix de chacun de ces abonnements a été fixé à la somme de 10 F qui ne représente qu'une partie de leur coût réel.

Votre première chance de gagner. Nous organisons une loterie avec les bulletins de participations : par tirage au sort, tous les vingt bulletins, l'un d'entre eux sera sélectionné et donnera au gagnant le droit à une superbe figurine historique (d'une valeur de 180 F) en plomb à choisir dans nos collections.

Votre deuxième chance de gagner. Si l'un des bénéficiaires de vos abonnements d'essai s'abonne à la suite de celui-ci (abonnement de 6 mois ou un an) vous aurez droit, pour chaque abonnement, à choisir un cadeau d'une valeur de 60 F dans notre catalogue librairie (ou de bénéficiaire d'un avoir de cette valeur).

Quelques ultimes précisions :

— Seuls les bulletins complets, accompagnés de leur règlement (soit la somme de 50 F) seront pris en considération pour le tirage au sort.

— Chaque lecteur peut participer plusieurs fois, il suffit de recopier le bulletin de participation.

— La date limite d'envoi des bulletins est fixée au 31 mars, mais les tirages au sort auront lieu à chaque fois que vingt nouveaux bulletins seront parvenus.

PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Réunions tous les mercredis à 20 heures dans les locaux du journal. Les conférences sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet froid (participation aux frais du buffet : 12 F).

Mercredi 3 février. Conférence de Julien BETBEZE : «La psychiatrie en question».

Mercredi 10 février. Conférence de Gérard Leclerc : «Retour à une pensée politique : R. Debray, A. Glucksmann, Castoriadis».

bulletin de participation

COMMENT PARTICIPER ?

Après l'avoir rempli, nous retourner le bulletin de participation ci-dessous en n'oubliant pas d'y indiquer votre nom et votre adresse, et en y joignant le règlement de 50 F (à l'ordre de «Royaliste»).

Bénéficiaires des abonnements d'essai :

1/ NOM, prénom :
Adresse :

2/ NOM, prénom :
Adresse :

3/ NOM, prénom :

Adresse :

4/ NOM, prénom :

Adresse :

5/ NOM, prénom :

Adresse :

Expéditeur du bulletin de participation :

Nom, prénom :

Adresse :

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

nationalisations : il faut voir plus loin !

Nous n'avions pas tort, il y a deux mois, de nous demander «ce qui n'allait pas» dans la politique gouvernementale. (1) Le malaise que nous constatons n'était pas illusoire : les élections législatives partielles l'ont confirmé la semaine dernière, d'une façon aussi spectaculaire qu'inattendue.

Certes, toute politique entraîne des déceptions, chez ceux-là mêmes qui l'ont voulue. Mais personne ne pensait que le phénomène se manifesterait si tôt, et aussi nettement. Tout a déjà été dit sur les raisons immédiates de cette défaite de la gauche : face à la discipline de l'opposition, l'électorat socialiste ne s'est pas vraiment mobilisé, tandis que celui du Parti communiste se faisait remarquer par son abstention - ce qui est une façon curieuse de remercier le gouvernement d'avoir conservé des ministres membres d'un parti complice des militaires polonais. Enfin, l'électorat «flottant» que François Mitterrand avait attiré - et dont le Parti socialiste ne se soucie guère - ne s'est évidemment pas senti concerné. C'est dommage pour le gouvernement, qui essaie vraiment de changer un certain nombre de choses. C'est dommage pour notre ami Pierre Dabiez, victime d'une vague de fond qui l'empêche de témoigner à l'Assemblée pour des idées dont nous sommes proches.

RAISONS D'UNE DEFAITE

Face à cette trop évidente défaite, le Parti socialiste aurait tort de se chercher des excuses. Il y a dix manières d'interpréter un résultat électoral, mais la meilleure est encore la plus pessimiste. Cela d'autant plus que, dans la circonstance présente, c'est celle qui serrera de plus près la réalité. Au lieu d'accuser le Conseil Constitutionnel ou de réduire l'événement à une regrettable péripétie, le Parti socialiste et le gouvernement doivent faire leur autocritique. Il faut que le premier se rende compte que le dogmatisme, la phraséologie et le mépris de ceux qui n'ont pas leur carte desservent le projet socialiste. Notamment, le P.S. doit reconnaître que le congrès de Valence a marqué le commencement de la fin de «l'état de grâce» et que la répétition d'une telle erreur lui coûterait très cher. Quant au gouvernement, il doit mettre un terme à ses incohérences et

aux bévues de certains ministres, et s'apercevoir que son message ne passe pas, malgré les efforts déployés par Pierre Mauroy. Là encore, les discours dogmatiques et les facilités verbales n'ont pas permis aux Français de saisir l'essentiel de ce qui était entrepris. Il ne suffit pas de se croire seul détenteur de la vérité; trop de superbe nuit.

Cela dit, l'élection de quatre députés de droite ne devrait pas permettre d'affirmer que l'ensemble du projet gouvernemental se trouve condamné. Il est vrai qu'il faut du temps pour renverser la politique catastrophique de Giscard d'Estaing. Cela se fait dans un certain nombre de domaines, pas à pas. Nous avons regretté à plusieurs reprises que la reconquête du marché intérieur ne soit pas mise en œuvre. Celle-ci est maintenant amorcée, grâce aux plans qui ont été définis pour un certain nombre de secteurs menacés. Mais il faudra aller plus loin encore : seule la limitation de la concurrence sauvage permettra de réduire le chômage, et une meilleure protection du marché national assurera l'efficacité de la politique de relance.

Quant aux nationalisations, nous avons dit depuis longtemps leur nécessité, tout en déplorant certaines incohérences dans le plan gouvernemental. Il est heureux que le Conseil constitutionnel ait reconnu sa légalité. D'ailleurs, il ne pouvait faire autrement puisque, dans cette affaire, il jouait son existence : le Président de la République n'aurait certainement pas toléré l'apparition d'un «gouvernement des juges». La décision du Conseil est donc politique, sur le fond comme sur les modalités. Comme le soulignait Philippe Boucher (2) le gouvernement s'était rangé à l'avis donné par le Conseil d'Etat sur la procédure d'indemnisation. Ce qui tendrait à montrer que «pouvaient s'opposer deux conceptions que le droit ne commandait pas, c'est-à-dire deux opinions, deux vues politiques sur les indemnisation»...

VOIR PLUS LOIN

Il reste que les nationalisations sont acquises. Des féodalités industrielles et financières disparaissent, l'Etat pourra mieux maîtriser la politique industrielle et nous sommes désormais assurés que

des secteurs essentiels ne passeront pas sous contrôle étranger. Le Pouvoir peut évidemment faire de bons ou de mauvais usages de cette liberté économique reconquise. Les mauvais se nomment étatisation et bureaucratie, qui auraient l'inconvénient théorique et pratique de faire de l'Etat un partenaire économique parmi d'autres. Il faut donc souhaiter que les entreprises nationalisées soient mises au service d'une transformation des structures économiques et des rapports sociaux :

— Les nationalisations doivent être l'instrument d'une politique de **déconcentration** industrielle et financière. Cela signifie que nous devons en finir avec le mythe du gigantisme. Les socialistes doivent comprendre que la puissance n'est pas une fin en soi et que l'intégration des moyens industriels et financiers, loin d'être efficace, est source de gaspillages considérables, d'incohérences majeures, d'incompétence et de stérilité croissantes. A tel point que l'intégration excessive des outils peut être interprétée comme une des causes principales de la crise que nous traversons. (3)

— Les nationalisations doivent être le ferment d'une **décentralisation** qui ne saurait se limiter à des dispositions juridiques. Les grandes unités industrielles, trop lourdes, trop coûteuses, doivent éclater et se disperser afin que les communes et les régions puissent bénéficier d'activités nouvelles qui assureront leur développement.

— Les entreprises nationales doivent devenir le champ d'expérience d'une **auto-gestion** dont on parle bien peu en ce moment. Il s'agit de transférer la propriété d'une partie du capital au personnel de ces entreprises, de lui confier le pouvoir d'élire les dirigeants, et de lui permettre de participer effectivement aux tâches de gestion.

Aux socialistes de démontrer maintenant qu'ils ne se satisfont pas du vote d'un point de leur programme, mais qu'ils veulent changer en profondeur le cours des choses.

Bertrand RENOUVIN

(1) «Qu'est-ce qui ne va pas ?» - Royaliste 347.

(2) «Le Monde» du 19 janvier 1982.

(3) Ingmar Granstedt - «L'Impasse industrielle» - (Seuil). Un livre capital que nous analyserons prochainement. Prix franco : 72 F.